

# Agriculteurs de Carcassonne : ce qu'ils veulent

Publié le 06/11/2014 à 07:42, Mis à jour le 06/11/2014 à 07:54

## Agriculture - Carcassonne (11)

Les tracteurs, les pneus incendiés et les manifestants ont bloqué Carcassonne une bonne partie de l'après-midi.



Boris Calmette > Président régional de la Fédération des caves coopératives. «Nous ne sommes plus dans un contexte strictement économique. La situation économique permet d'envisager de beaux jours mais il y a désormais trop de contraintes administratives. Les gens, les vignerons surtout ceux touchés par la grêle se retrouvent dans des situations compliquées. Pourtant le marché mondial est aujourd'hui équilibré ; on produit 270 millions d'hectolitres pour une consommation de 250 millions. Les 20 millions restant partent en direction des industries. Tout est là ou presque pour une réussite économique mais il y a ces freins qui gênent les entrepreneurs agricoles. Par exemple les comptes de pénibilité. Comment on fait dans le monde viticole ? Les zones vulnérables, il faut également les revoir et le faire en totale concertation, quant aux simplifications administratives, on n'y est pas, loin de là.»

Frédéric Rouanet >Président du syndicat des vignerons. «Il est hors de question de s'entendre dire qu'il n'y a pas de solution. Ne pas tenir ses promesses Monsieur le ministre de l'Agriculture, c'est prendre les gens pour des cons. La réforme fiscale remet en cause toute l'organisation économique de notre département alors que nous avons fait des efforts colossaux. Avec sept milliards la viticulture est la deuxième force économique juste derrière l'aéronautique. 105 communes ont été classées en zone vulnérable sans aucune concertation, c'est inacceptable. Nous ne pouvons plus attendre. Soyez sûr que notre colère va éclater si nous n'avons pas rapidement de réponse, il y a urgence à obtenir des réponses.»

Serge vialette > Président de la FDSEA. Nous sommes 3 000 aujourd'hui à [Carcassonne](#). Nous sommes agacés par toutes ces promesses politiques qui se tiennent ici et qui sont désengagées ensuite à Paris. Si d'autres ministres veulent venir dans l'Aude, il faudra d'abord régler tous les problèmes sur lesquels ils se sont engagés. Nous sommes un syndicat de solutions, des gens qu'on n'écoute pas, des paysans du bon sens.

Jacques Serres > Président des anciens exploitants. Le gouvernement avait promis lors de la campagne de la Présidentielle un SMIC à 75 % maintenant on nous dit que ce sera pour la fin du mandat nous sommes plus de 60 % à être sous seuil de pauvreté. C'est inadmissible.

---

## Les revendications

*«Laissez-nous travailler et produire Français».*

Tel a été le principal slogan de cette mobilisation du monde paysan pour cette manifestation Carcassonne. Les revendications et les objectifs, les «huit points durs», les vignerons, céréaliers et éleveurs les ont résumés en huit points. Un soutien économique fort de l'État. Dans un second temps les paysans demandent ; «un arrêt immédiat de la hausse de la fiscalité et des cotisations MSA. Ils réclament un soutien de la politique de l'emploi en agriculture et de la main-d'œuvre familiale. Ils veulent aussi faire de l'agriculture, un acteur majeur de la gestion environnementale en zone rurale, le partenaire privilégié de l'État.

*«Promouvoir les produits d'origine France et l'image du vin»»*

Le monde paysan veut promouvoir les produits France et l'image du vin. Pour permettre d'assurer une meilleure traçabilité des produits et donc une meilleure sécurité alimentaire pour

le consommateur. Non au blocage des dossiers installations à partir de janvier 2015, refuser tout retard du ministère sur la parution des documents administratifs nécessaires au passage des dossiers en CDOA.

*«Réformer le système de l'assurance agricole»*

Ils veulent aussi réformer le système de l'assurance agricole, mettre enfin en place un dispositif attractif pour les exploitants agricoles, qui devra être simple et efficace pour faire face aux aléas climatiques. Concernant les retraites 1 500 000 retraités de l'agriculture ne touchent que 681,20 € de pension en moyenne. Ils demandent de tenir les promesses de revalorisation des retraites agricoles prévues au 1er octobre, respecter immédiatement l'engagement des 75 % du SMIC pour les plus faibles retraites, revaloriser les bases forfaitaires des retraites...